

Région arabe : la révolution n'est pas (encore) arrivée

lundi 31 janvier 2011, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 31 janvier 2011).

La « révolution » des jasmins en Tunisie et les manifestations qui traversent les grandes capitales arabes témoignent de l'aspiration démocratique d'une très grande partie de la population à la démocratie ce qui va de pair avec le rejet des démocraties qui sévissent dans la région. Ces démocraties manipulées par des élites prédatrices sont en fin de course, de moins en moins capables de dominer le cœur du système, c'est-à-dire les organes de répression. On peut ajouter à cette crise le déclin lent mais irrésistible du dispositif mis en place et orchestré par les États-Unis pour verrouiller le Maghreb et le Moyen-Orient depuis plusieurs décennies. En apparence donc, on a la fameuse convergence que la formule de Lénine avait capté : une révolution survient quand ceux d'en bas ne veulent plus et quand ceux d'en haut ne peuvent plus...

La « transition »

Toutefois, il importe de regarder cette situation de plus près. À côté d'un scénario de « révolution » improbable mais possible se pose un scénario de « transition » qui est évidemment ceux à quoi « ceux d'en haut » s'activent. Maintenir la démocratie sans Ben Ali ni Hosni Moubarak est en effet un autre « possible ». Pour les élites locales et pour l'impérialisme états-unien, deux lignes « rouges » ne peuvent être franchies. La première évidemment est celle concernant les enjeux géopolitiques de la région. L'alliance au centre de laquelle se situe l'État israélien et qui regroupe les États égyptien, saoudien, jordanien et tunisien ne doit pas être brisée. Ce qui veut dire qu'il faut s'assurer que la « transition » aboutisse à perpétuer le statu quo, c'est-à-dire l'encerclement des Palestiniens (quitte à en changer la forme) et l'isolement de l'Iran (secondairement de la Syrie), de manière à permettre aux États-Unis de poursuivre (et espèrent-ils de terminer) la « réingénierie » du Moyen-Orient entreprise par Bush papa il y a déjà 20 ans. La deuxième ligne rouge est de s'assurer que l'« intégration » (lire la subordination) du Moyen-Orient au système occidental (États-Unis + Union européenne) se perpétue également, et ainsi d'éviter que des concurrents encombrants, notamment la Chine et la Russie, ne profitent de la déstabilisation actuelle pour devenir plus présents (comme cela est le cas en Afrique et en Amérique latine notamment). Si ces deux « lignes rouges » sont sécurisées, les élites occidentales n'auront aucune difficulté à évacuer les tueurs qui agissent à leur compte actuellement.

Le « candidat »

En Égypte par exemple, cette « transition » pourrait se faire avec Mohamed E—Baradei. C'est un « personnage » qui s'est fait connaître parce qu'il a mis de la pression sur l'Iran en tant que directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique. À ce titre, il avait indisposé certains secteurs des néoconservateurs « purs et durs » à Washington (Bush et Cheney) et à Paris (Kouchner), mais il avait reçu l'aval de plusieurs composantes de ces élites qui estimaient (et estiment encore) qu'il vaut mieux isoler l'Iran progressivement plutôt que de déclencher une guerre qu'on risque de perdre ... En fin de compte, El-Baradei et d'autres aspirants à « couronne » en Égypte et ailleurs ne veulent ni ne peuvent briser les liens de fer avec les États-Unis et leurs larbins européens. C'est cependant un dilemme, car cette dépendance signifie de continuer la subordination à Israël, ce qui est une question sensible dans les pays en question.

Le déclin de la gauche

Pendant ce temps, « ceux d'en bas » ne sont pas seulement des victimes ni des spectateurs. La rue est prise d'assaut et des secteurs radicalisés semblent déterminés à continuer la bataille jusqu'au bout. Mais quels sont les outils dont ils disposent ? Depuis plusieurs décennies, le mouvement de libération anti-impérialiste et les organisations anticapitalistes ont été fortement réduites dans cette région du monde. Certes, la terrible répression a eu son impact, mais était-ce le seul facteur ? Il est probable que la gauche arabe, contrairement à la gauche latino-américaine notamment, se soit retrouvée démunie devant la répression à cause de ses propres faiblesses. Avant la dislocation qui se poursuit depuis plus de trente ans maintenant, cette gauche (à part quelques exceptions) avait choisi d'agir de manière subordonnée aux secteurs populistes et nationalistes. Elle a été associée au déclin de ces secteurs. Elle a été gravement affectée par l'implosion des régimes (dont celui de Nasser) et des mouvements (dont le Fatah) avec lesquels elle s'était arrimée. Aujourd'hui donc, on ne peut vraiment parler d'un secteur de gauche bien organisé aspirant à une position hégémonique dans cette région du monde. Bien sûr, l'histoire ne s'arrête pas et donc ici et là, des gauches se réaniment, mais cela va prendre du temps.

« Classes moyennes » et « multitudes »

On le sait, les rues arabes ont été jusqu'à date prises d'assaut dans les villes surtout avec au premier plan ce secteur indéfini et ambigu des classes moyennes. On ne peut évidemment mettre dans le même sac les étudiants sans emploi, les professions menacées, voire des segments des élites commerciales et industrielles. Par contre, on ne peut sous-estimer l'écart entre ces couches très en colère et les « multitudes » prolétaires et paysannes qui composent la majorité de la population non seulement en milieu rural mais dans les bidonvilles. Les « classes moyennes » depuis la mise en place du projet qui domine encore aujourd'hui ont été fragmentées et dans une large mesure cooptées. De manière insuffisante, les régimes ont « protégé » ces classes moyennes au détriment des « pauvres » qui ont été précipités dans la pauvreté la plus abjecte. Une partie importante des classes moyennes a été absorbée par la privatisation du secteur public, notamment à travers les « ONG » qui ont été mandatés par l'État pour éviter la dislocation totale de la société. Une partie substantielle des cadres et compétents de ces classes moyennes, notamment dans le monde universitaire, s'est tout simplement exilée. De plus, ces classes moyennes ont intégré le discours libéral en vogue dans les pays occidentaux sur l'« état de droit », la « société civile », l'« intégration économique ». Souvent sous l'influence des think-tank du social-libéralisme européen (Friedrich Ebert Stiftung) ou des agences nord-américaines libérales (Ford Foundation), ces intellectuels anciennement de gauche ont capitulé et abandonné le rôle (important) qu'ils jouaient dans l'ancienne génération des mouvements populaires. Aujourd'hui donc, leur protestation contre les Ben Ali et les Moubarak est ambiguë et perçue comme telle par les multitudes. Est-ce que la classe moyenne veut protéger ses privilèges « à l'intérieur » du système actuel ? Ou veut-elle au contraire penser à des changements plus en profondeur ? La question reste ouverte.

Les masses

Entre-temps, les masses prolétariennes et paysannes commencent à faire sentir leur poids. Il faut dire, on a oublié !- que ce sont elles qui ont résisté aux démocraties ces dernières années. Les mineurs de Gafsa sont ceux qui ont fait chambranler Ben Ali. Les grévistes de Helwan et de Al-Makallah se sont battus contre le régime meurtrier de Moubarak, sans pratiquement aucun appui des classes moyennes urbaines. Cette coupure est à la fois sociologique et idéologique, car face au déclin profond et prolongé de la gauche, ce sont les groupes se réclamant de l'islam politique qui ont pris le relais. Ils ont fait leur « travail », ont organisé des pauvres et mis en place des infrastructures sociales. Ils ont fait des mosquées des lieux d'organisation de la rébellion. Et même temps, compte tenu de leurs limites, ils ont été incapables de mettre en place un processus révolutionnaire. En

gros, les islamistes n'ont pas de projet de transformation, à part l'idée absurde de retourner à l'âge d'or de l'Oumma. Sauf Hezbollah au Liban, aucun de ces mouvements n'a articulé de position cohérente face aux dégâts sociaux du néolibéralisme. La mentalité de petits commerçants (shopkeepers) qui reste celle de leurs chefs les empêche, non seulement de penser la transformation, mais encore, plus immédiatement, d'organiser les masses en une force organisée, quitte à renvoyer cette volonté d'émancipation dans les méandres et les impasses de la Jihad anti-américaine. Plus encore, les islamistes sont coincés dans leurs visions réactionnaires et dépassées concernant les femmes et préconisent un « modèle culturel » qui exclut, discrimine et étouffe, d'où le rejet de ces « modèles » par une grande partie de la population, y compris dans la « multitude ». Autrement dit, il ne semble pas que les mouvements islamistes, qui ont un ascendant indéniable au sein des couches populaires, n'aient la capacité de faire converger les luttes dans un projet anti hégémonique.

Terrain ambigu

On a donc une situation où s'enchevêtrent plusieurs contradictions complexes, ce qui devrait éviter de voir les choses avec des lunettes roses. La « révolution » n'est pas pour demain dans le monde arabe, ce qui ne minimise aucunement l'importance des mouvements en cours. Mais, jusqu'à temps que n'émerge un projet post capitaliste et anti-impérialiste conséquent, la situation risque d'évoluer davantage vers une transition plutôt qu'une révolution. Mais ce scénario de transition n'est pas un chemin droit non plus. Les élites prédatrices savent se défendre. Mêmes si elles peuvent très bien flusher les Ben Ali et les Moubarak, elles vont se défendre becs et ongles pour perpétuer le statu quo, « tout changer en gardant l'essentiel », dit-on dans les capitales arabes mais aussi à Washington, Londres, Paris. Les élites libérales auront fort à faire pour déloger ces prédateurs, d'autant plus que les puissances impérialistes se méfient, même lorsque ces nouvelles élites disent ne pas vouloir franchir les « lignes rouges ». Du côté des multitudes, bien des inconnues demeurent. Il y a de toute évidence des phénomènes d'auto-organisation qui dépassent les cadres structurés actuels, et qui sont alimentés par les réseaux d'information transfrontaliers. Un Forum social arabe est en gestation et même s'il demeure dans l'ombre, il y a tout un processus qui germe. Des mouvements de gauche par ailleurs, prenant note des changements en cours en Amérique latine, se disent qu'il faut changer de cap et se lancer dans l'organisation des masses au lieu de perdre son temps à discourir sur la « démocratie » libérale. On peut tout prévoir sauf l'avenir disait Groucho Marx...

Pierre Beaudet
